

Annexe 1 Éléments de dette pour le DOB 2022

Rapport sur l'état d'endettement de la Ville du Plessis-Robinson

En respect de l'Article L. 2312-1 du CGCT

Dans le cadre de cette délégation et conformément aux dispositions de la circulaire du 25 juin 2010 précitée, il convient :

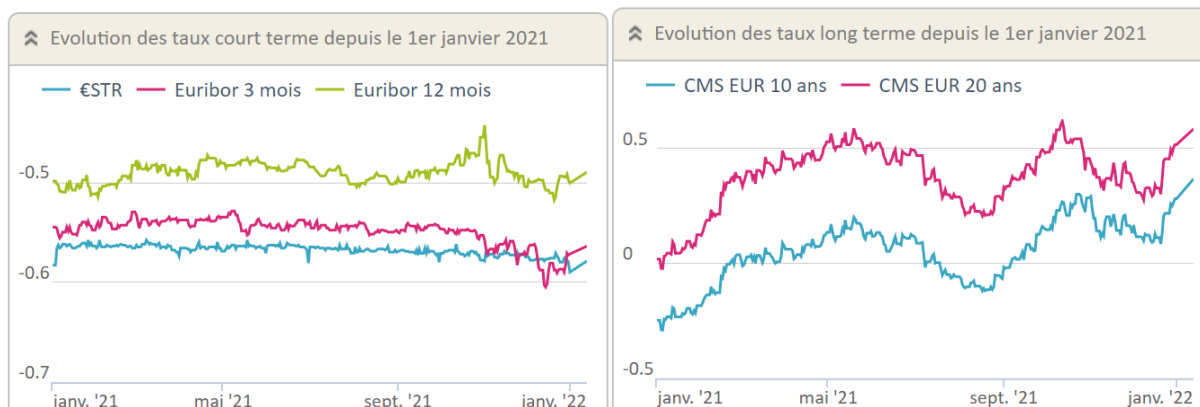
- ✓ de rendre compte de la situation de la dette de la Collectivité,
- ✓ de présenter la stratégie d'endettement de la Collectivité.

Lors du Conseil Municipal du 24 mai 2020, la Ville du Plessis-Robinson a présenté et voté une délibération de délégation de pouvoirs au Maire pour la durée de son mandat en matière de gestion de la dette et de la trésorerie (Article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Depuis plusieurs années, la Ville du Plessis-Robinson s'inscrit dans une politique de maîtrise de sa gestion financière et en particulier de la charge de sa dette. La gestion active de cette dernière concilie l'objectif majeur de baisse des frais financiers avec celui de maîtrise des aléas liés à la fluctuation des taux d'intérêt.

Contexte

Historique des taux depuis le 1^{er} janvier 2021



P.m. : nouvelle référence du marché au jour le jour, l'€ster, publié quotidiennement par la Banque Centrale Européenne depuis le 02/10/2019, a vocation à se substituer à l'Eonia au 1^{er} janvier 2022.

Repères de marché			
Conditions de marché au 12/01/2022			
	Dernier	Veille	
€STR	-0,579%	-0,579%	→
Euribor 3 mois	-0,570%	-0,564%	→
Euribor 12 mois	-0,489%	-0,490%	↔
CMS EUR 2 ans	-0,261%	-0,261%	→
CMS EUR 10 ans	0,381%	0,369%	↗
CMS EUR 30 ans	0,529%	0,511%	↗
Taux refi de la BCE	0,000%	0,000%	→
Inflation FR Hors Tabac	2,800%	2,800%	→
Livret A	0,50%	0,50%	→

© PerfOrm 2022

L'économie en 2021 s'engage dans une reprise contrastée. Les redémarrages des pays ou zone économiques se font à des rythmes différents, mettant sous tensions les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les pénuries, d'abord cantonnées à quelques marchés très spécifiques (semi-conducteurs notamment), s'étendent à l'ensemble des secteurs, et conduisent à une hausse des prix dont l'énergie, gaz et électricité en premier lieu, n'est que le dernier maillon. Cette hausse des prix se reflète dans l'inflation (variation annuelle de l'indice des prix à la consommation). Pour le mois de novembre 2021, l'inflation hors tabac s'est établie à 4,9% en Europe et à 2,8% en France (l'inflation américaine est supérieure à 4% depuis l'été 2021).

Les Banques Centrales tentent de rassurer les marchés en mettant en avant le caractère temporaire de ces poussées inflationnistes, mais les signaux d'alertes sur les pénuries se multiplient et tirent les prix vers le haut. Les Institutions Monétaires souhaitent se positionner sur une stratégie intermédiaire, avec une baisse des rachats d'actifs pour éviter la surchauffe, mais sans pour autant casser la reprise par une restriction monétaire trop importante... sans compter que l'endettement a fortement augmenté ces dernières années, et qu'une hausse des taux trop importante mettrait en danger l'ensemble des acteurs économiques.

Si la Banque Centrale Européenne (BCE) prépare une réduction des rachats d'actifs, notamment dans le cadre des rachats d'urgence liés à la crise sanitaire (PEPP), une hausse des taux directeurs n'est pas attendue avant fin 2022 voire 2023.

- A court terme, les taux court terme européens devraient rester bas, et *a priori* négatifs.
- A long terme, si la volatilité est importante, les taux long terme sont clairement remontés en 2021 et devraient poursuivre cette hausse au fur et à mesure de la normalisation des politiques monétaires.

Contexte

En 2021, la plupart des consultations se sont bien passées, avec un taux de couverture moyen autour de 400%. L'absence de grands emprunteurs comme les Départements du fait des élections de mi-2021, mais aussi de recettes plus importantes que prévues (notamment DMTO), a conduit à une concurrence importante entre les prêteurs pour atteindre leurs objectifs.

Les établissements utilisant une structure de refinancement de type Foncière ont souvent pu proposer les meilleures conditions financières. Dans ce modèle, sont concernés :

- ✓ La Banque Postale (LBP), désormais filiale de la Banque des territoires avec laquelle elle constitue un pôle public puissant (revendiquant 50% de parts de marché) cède ses emprunts à CAFFIL. En 2021, LBP a représenté 15% des offres, et 30% des encours retenus.
- ✓ La Compagnie de Financement Foncier (CFF), établissement du groupe BPCE, est venue concurrencer La Banque Postale sur les grands volumes (supérieurs à 2 M€) grâce à des conditions financières très basses. En 2021, la CFF regroupe 11% des offres, mais 30% des propositions retenues. Cet établissement permet ainsi au groupe BPCE d'augmenter ses parts de marché en 2021.
- ✓ Dans une moindre mesure, l'Agence France Locale suit le même fonctionnement, et permet encore de proposer de bonnes conditions financières.

Face à cela, le Crédit Agricole, Arkéa et plus encore la Société Générale sont en recul.

Le recours aux plateformes (Loanbox ou CapVeriant) permet d'augmenter les interlocuteurs. Certains emprunteurs ont ainsi atteint un taux de couverture de 1000%... mais les conditions financières restent encore pour la plupart au-dessus du marché. De nombreuses réponses, mais peu d'offres retenues.

Devant répondre aux exigences RSE, les établissements bancaires proposent de plus en plus d'offres dédiées à ces problématiques :

- ✓ La Banque des territoires, en premier lieu, distribue des enveloppes financées par la Banque Européenne d'Investissement. Les critères d'accès à ces « **financements bonifiés** » sont cependant stricts, et le dossier nécessite d'être travaillé en amont.
- ✓ La Banque Postale distribue des « **prêts Verts** » dont l'accès est plus souple qu'avec l'enveloppe BEI, mais qui nécessitent toutefois de définir, y compris dans un financement globalisé, quelques projets éligibles.
- ✓ Arkéa et la Caisse d'épargne proposent des « **prêts à impact** », qui vont au-delà des enjeux environnementaux, mais s'intéressent de façon plus large aux stratégies de gouvernance. Etablis sur un certain nombre d'objectifs, ces emprunts peuvent bénéficier d'une bonification en fonction de l'atteinte (ou non) de ces derniers.
- ✓ L'Agence France Locale (AFL) s'oriente vers des **émissions « responsables »** et distribue des « prêts verts » globalisés.

L'amortissement sur 20 ans est devenu la norme (en remplacement du 15 ans), avec plus de 50% des offres retenues sur cette durée. A l'exception de la Société Générale, tous les établissements peuvent faire des offres à 25 voire 30 ans.

Malgré la hausse des taux, les taux fixes proposés restent attractifs.

Baromètre Orféor fin décembre

Rating emprunteur	15 ans	Var.	20 ans	Var.	25 ans	Var.	30 ans	Var.
Très bon	0,67%	↗	0,75%	↗	0,80%	↗	0,86%	↗
Moyen	0,78%	↗	0,85%	↗	0,94%	↗	1,05%	↗
Dégradé	0,85%	↗	1,00%	↗	1,09%	↗	1,23%	↗

Situation au 01/01/2022

L'encours global de dette du Budget Principal de la Ville présente, au 1^{er} janvier 2022 les caractéristiques suivantes :

	01/01/2021	01/01/2022	
Encours	58 469 526,17	84 183 071,52	↗
Nbre d'emprunts	24	30	↗
Dispo. Ligne trésor.	13 000 000,00	25 500 000,00	↗
Durée résiduelle	9 ans 1 mois	5 ans 10 mois	↘
Vie moy. Résiduelle	4 ans 10 mois	3 ans 4 mois	↘
Taux moyen annuel	2,18%	1,47%	↘
Taux act. Résiduel	2,27%	1,61%	↘
Taux de marché	- 0,42%	- 0,21%	↘
Marge moyenne	1,23%	1,13%	↘

L'encours augmente de 25,7 M€. Cette augmentation s'explique :

- par les remboursements contractuels des emprunts à hauteur de 6,286 M€,
- et par la mobilisation des prêts relais sur l'exercice 2021 pour un montant de 32 000 000€.



Le **taux actuariel résiduel au 1^{er} janvier 2022 (1,61%)** et le **taux moyen sur 2022 (1,47%)** diminuent mécaniquement sur l'exercice 2021 du fait des nouvelles consolidations de prêts relais dont les niveaux de taux sont faibles au regard des durées du portage.

Les indicateurs de durée (durée résiduelle moyenne et vie moyenne résiduelle) diminuent mécaniquement du fait des remboursements contractuels de l'encours de dette mais également des nouvelles consolidations de prêts relais à hauteur de 32 000 000€.





Evènements sur l'exercice 2021

Sur l'exercice 2021, la Ville a remboursé 6 286 454,65€ de capital et a supporté 1 317 449,72€ de charges financières ainsi que 7 500€ de frais de dossier liés aux nouveaux prêts relais consolidés sur l'exercice.

Pour financer ses acquisitions sur 2021 (et notamment les reports 2020), la Ville a consolidé les 2 emprunts inscrits en report pour 20 000 000€ :

Prêteur		
N° de contrat	MON533901EUR	A75200EX
Montant	10 000 000 €	10 000 000 €
Budget	Principal	Principal
Mobilisation des fonds	15/01/2021	22/01/2021
Frais	5 000 €	2 500 €
Durée	3 ans	2 ans
Profil d'amortissement	Amortissement <i>in fine</i>	Amortissement <i>in fine</i>
Conditions financières	Taux fixe 0,20%	Taux fixe 0,30%

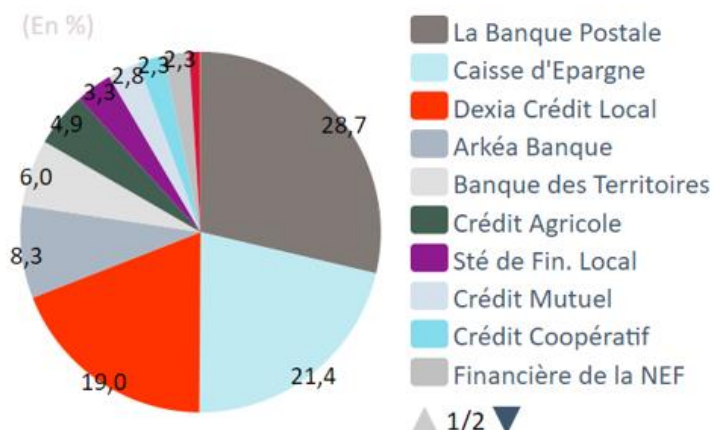
et la Ville a eu recours à des prêts relais pour de 12 000 000€ :

Prêteur				
N° de contrat	00002683936	A752108H	2021900959J	92-64491985
Montant	3 000 000 €	3 000 000 €	4 000 000 €	2 000 000 €
Budget	Principal	Principal	Principal	Principal
Mobilisation des fonds	01/07/2021	19/07/2021	08/09/2021	01/09/2021
Frais	3 000 €	1 500 €	2 000 €	2 000 €
Durée	3 ans	3 ans	2 ans	3 ans et 4 mois
Profil d'amortissement	Amortissement <i>in fine</i>	Amortissement <i>in fine</i>	Amortissement <i>in fine</i>	Amortissement <i>in fine</i>
Conditions financières	Taux fixe 0,50%	Taux fixe 0,50%	Taux fixe 0,23%	Euribor 3 mois + 0,18% jusqu'au 31/12/2021 puis Euribor 3 mois + 0,30%

La Ville a renouvelé ses 3 lignes de trésorerie pour un montant global de 35 000 000€ (13 000 000€ auprès d'Arkéa, 11 000 000€ auprès de la Caisse d'Epargne et 11 000 000€ auprès de la Banque Postale).

Banques

L'encours global de dette du Budget Principal de la Ville présente, au 1^{er} janvier 2022 les caractéristiques suivantes :



Situation	au 1er janvier 2021		au 1er janvier 2022		
	Prêteur	Capital restant dû	%	Capital restant dû	%
La Banque Postale		10 929 166,73	18,69%	24 145 833,41	28,68%
Caisse d'Epargne		5 622 499,92	9,62%	18 040 833,24	21,43%
Dexia Crédit Local		19 682 546,63	33,68%	15 957 801,20	18,96%
Arkéa Banque		5 000 000,00	8,55%	7 000 000,00	8,32%
Banque des Territoires		6 052 279,58	10,35%	5 035 186,73	5,98%
Crédit Agricole		1 796 285,82	3,07%	4 129 846,10	4,91%
Sté de Fin. Local		3 083 333,41	5,27%	2 750 000,09	3,27%
Crédit Mutuel		2 948 367,83	5,04%	2 377 225,78	2,82%
Crédit Coopératif		0,00	0,00%	1 954 021,16	2,32%
Financière de la NEF		2 198 999,16	3,76%	1 925 280,32	2,29%
Crédit du Nord		1 106 393,26	1,89%	838 717,38	1,00%
Caisse d'Alloc. Familiales		49 653,83	0,08%	28 326,11	0,02%
Total		58 469 526,17	100,00%	84 183 071,52	100,00%

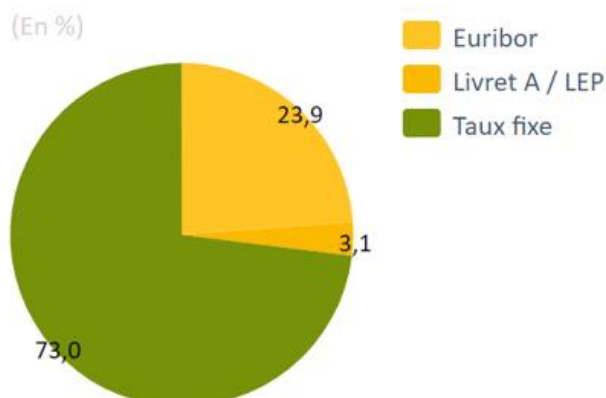
Evolution logique des prêteurs sur l'exercice 2021 du fait de la consolidation des prêts relais.

La Banque Postale devient le 1^{er} partenaire financier de la Ville avec près de 29% de l'encours. Le Groupe BPCE devient également le 2^{ème} partenaire financier de la Ville avec près de 24% de l'encours : la Caisse d'Epargne portant près de 21,5% de l'encours et le Crédit Coopératif près de 2,5% de l'encours porté par un unique contrat d'emprunt (suite cession de DCL de l'emprunt n°65). DCL est le 3^{ème} partenaire financier de la Ville avec près de 19% de l'encours portant uniquement le contrat de PPP Voirie. Arkéa détient plus de 8% de l'encours de la Ville à partir de 2 prêts relais dont un mis en place en 2021. La Banque des territoires est présente à près de 6% dans l'encours de dette de la Ville du fait notamment des emprunts sur fonds d'urgence souscrits en 2011 et 2012. Enfin le Crédit du Nord détient 1% de l'encours de dette de la Ville porté par l'emprunt BEA finançant le Centre Administratif Municipal et se terminant le 31/03/2025.

Remarque : Depuis le démantèlement de Dexia le 1^{er} février 2013, l'encours souscrit auprès de la SFIL et de DCL (établissements issus du démantèlement) est en extinction dans l'encours de la Ville. En effet, c'est désormais l'établissement La Banque Postale qui commercialise les nouveaux financements en remplacement de Dexia ; ces financements une fois mis en place sont ensuite gérés avec les encours SFIL par CAFFIL.

Structure par index

L'encours global de dette du Budget Principal de la Ville présente, au 1^{er} janvier 2022 les caractéristiques suivantes :



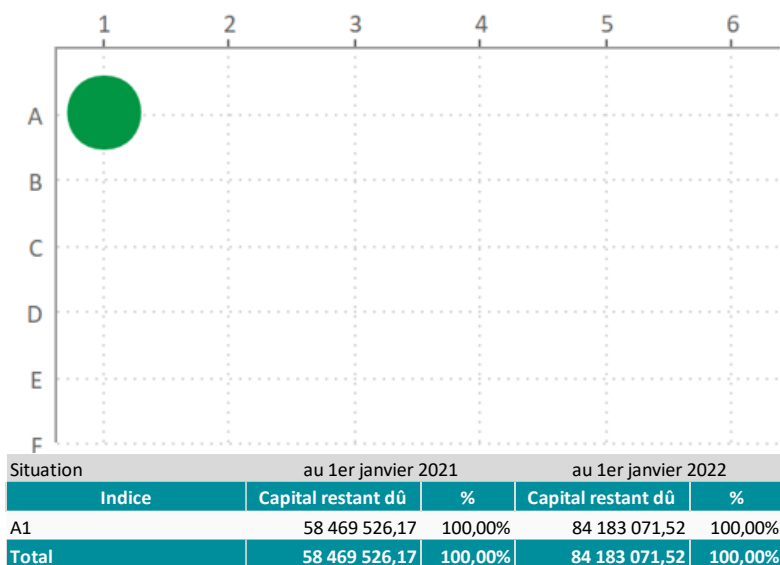
Situation	au 1er janvier 2021		au 1er janvier 2022		
	Indice	Capital restant dû	%	Capital restant dû	%
Taux fixe		35 531 233,34	60,77%	61 469 697,17	73,02%
Euribor		19 838 292,61	33,93%	20 080 040,77	23,85%
Livret A / LEP		3 100 000,22	5,30%	2 633 333,58	3,13%
Total		58 469 526,17	100,00%	84 183 071,52	100,00%

La Ville bénéficie d'une sécurité budgétaire avec plus de **73% de l'encours souscrit à taux fixe**. La **part de taux révisable/variable** représente près de **40% de l'encours** ce qui permet à la Ville de bénéficier des taux historiquement bas sur les références court terme.

Remarque : Les 2 emprunts indexés sur le Livret d'Epargne Populaire (souscrits auprès de la Banque des territoires, ex-Caisse des dépôts) étant en périodicité trimestrielle, l'impact de la hausse de l'index au 1^{er} février 2022 de 1,00% à 2,20% est constatée dès le 2^{ème} trimestre 2022 sur les charges financières de la Ville.

Classification « Gissler »

L'encours global de dette du Budget Principal de la Ville présente, au 1^{er} janvier 2022 les caractéristiques suivantes :



Le classement « Gissler » offre une cartographie du risque au sein de l'encours.

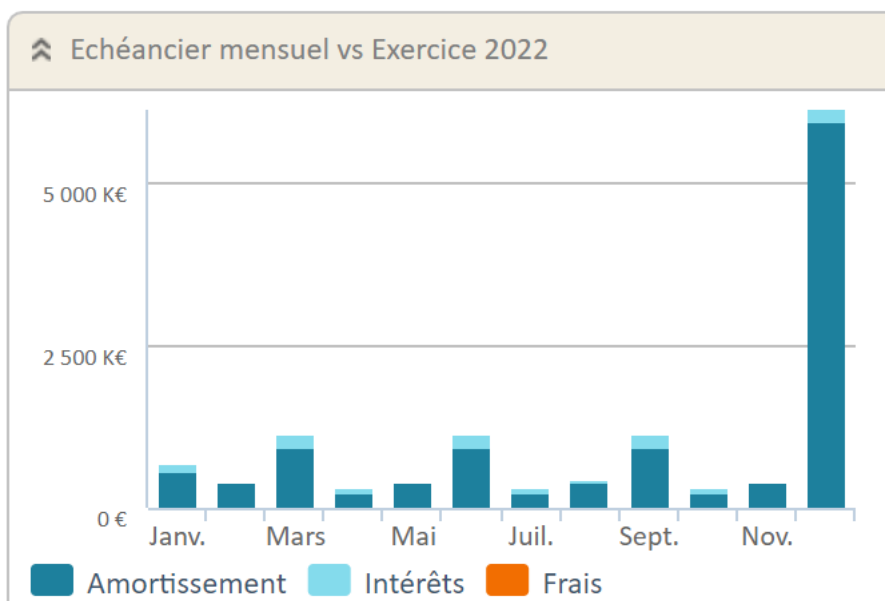
Cette cartographie a été reprise dans la circulaire du 25 juin 2010, encadrant le recours aux emprunts et instruments de couverture, mais aussi depuis 2012 dans les nouvelles annexes budgétaires relatives à la dette.

Cette grille d'analyse est devenue :

- la référence pour apprécier l'exposition d'un encours d'une collectivité locale,
- un outil de communication politique simple (notamment par l'état annexe A2.8),
- un critère important pour le *benchmark* réalisé par les établissements financiers.

La Ville du Plessis-Robinson détient au 1^{er} janvier 2022 une dette sur le Budget Principal classée exclusivement en 1A (100%).

Charges budgétaires 2022



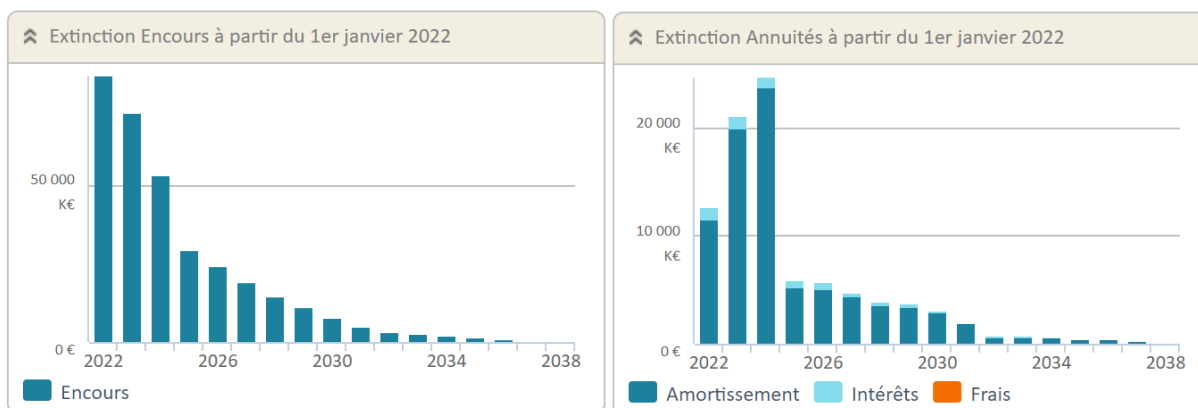
2022	Amortissement	Intérêts	Frais	Total
Janvier	533 199,85	149 754,74	0,00	682 954,59
Février	369 985,55	25 086,49	0,00	395 072,04
Mars	916 754,01	193 502,66	0,00	1 110 256,67
Avril	229 166,67	61 216,79	0,00	290 383,46
Mai	371 560,44	29 486,29	0,00	401 046,73
Juin	920 517,25	198 190,30	0,00	1 118 707,55
Juillet	229 166,67	62 805,22	0,00	291 971,89
Août	376 640,87	34 274,36	0,00	410 915,23
Septembre	924 377,16	199 952,82	0,00	1 124 329,98
Octobre	229 166,67	62 629,76	0,00	291 796,43
Novembre	374 741,92	32 518,42	0,00	407 260,34
Décembre	5 929 586,23	192 270,79	0,00	6 121 857,02
Total	11 404 863,29	1 241 688,64	0,00	12 646 551,93
//2021	5 118 408,61	- 75 761,08	- 7 500,00	5 035 147,53

Concernant la charge prévisionnelle en intérêts, cette dernière est fondée :

- sur une hypothèse d'Euribor 3 mois à 0,25% pour les échéances non connues, soit une hausse sécurisante (bien que peu probable) de ces index, présent sur 9 emprunts (24% de l'encours) ;
- sur une hypothèse de Livret d'Epargne Populaire à 2,20% pour les échéances non connues, soit la hausse appliquée à partir du 1^{er} février 2022 sur cet index présent sur 2 emprunts (3% de l'encours).

Concernant les remboursements contractuels, le prêt relais n°82 souscrit auprès d'Arkéa doit être remboursé le 30/12/2022 (remboursement *in fine* de 5 000 000€).

Prospective



Année	Encours global au 01/01/N	Amortissement	Intérêts	Frais	Annuité
2022	84 183 071,52	11 404 863,29	1 241 688,64	0,00	12 646 551,93
2023	72 778 208,23	19 920 789,04	1 028 200,32	0,00	20 948 989,36
2024	52 857 419,19	23 714 775,10	859 012,93	0,00	24 573 788,03
2025	29 142 644,09	5 178 106,50	688 377,28	0,00	5 866 483,78
2026	23 964 537,59	5 044 552,77	561 108,52	0,00	5 605 661,29
2027	18 919 984,82	4 284 913,81	436 660,30	0,00	4 721 574,11
2028	14 635 071,01	3 512 687,56	325 208,82	0,00	3 837 896,38
2029	11 122 383,45	3 400 890,11	237 994,42	0,00	3 638 884,53
2030	7 721 493,34	2 900 238,34	154 531,57	0,00	3 054 769,91
2031	4 821 255,00	1 821 255,00	80 175,12	0,00	1 901 430,12
2032	3 000 000,00	625 000,00	53 143,10	0,00	678 143,10
2033	2 375 000,00	625 000,00	40 091,70	0,00	665 091,70
2034	1 750 000,00	537 500,00	27 440,21	0,00	564 940,21
2035	1 212 500,00	450 000,00	18 318,58	0,00	468 318,58
2036	762 500,00	450 000,00	10 103,22	0,00	460 103,22
2037	312 500,00	262 500,00	2 895,74	0,00	265 395,74
2038	50 000,00	50 000,00	185,53	0,00	50 185,53
		84 183 071,52	5 765 136,00	0,00	89 948 207,52

L'annuité connaît des évolutions haussières sur les exercices 2022, 2023 et 2024 du fait des remboursements contractuels de prêts relais actuellement consolidés (37 000 000€ au 1^{er} janvier 2022) :

- 2022 : remboursement de 5 000 000€ (prêt relais Arkéa n°82)
- 2023 : remboursement de 14 000 000€ (prêt relais Caisse d'Épargne n°84 et prêt relais La Banque Postale n°88)
- 2024 : remboursement de 18 000 000€ (prêt relais La Banque Postale n°85, prêt relais Crédit Agricole n°86, prêt relais Caisse d'Épargne n°87 et prêt relais Arkéa n°89)

La situation financière de la Ville mais également la structure maîtrisée de sa dette ont inscrit la Ville dans un contexte favorable pour obtenir des conditions de financement très compétitives.

Le profil de remboursement de la dette doit être pris en compte pour étudier la capacité de la Ville à supporter les financements des investissements patrimoniaux des années à venir.

Ratios financiers



Ces ratios sont issus des données de la DGCL pour les exercices 2008 à 2020, comparés à la strate de la Ville.

Liste des emprunts pour l'exercice 2022

Numéro fiche	Numéro du Contrat	Montant Initial	Devise	Organisme Prêteur	Gissler	Durée Initiale	Index	Taux ou marge	Dettes en capital 01/01/2022	Dettes en capital 31/12/2022	Annuités	Amortissement	Intérêts	Frais
47	AO.98.003	266 709,56	EUR	Caisse d'Alloc. Familiales	A1	20 Ans	Taux Fixe	-	13 335,59	-	13 335,59	13 335,59	-	-
48	AO.98.002	89 944,92	EUR	Caisse d'Alloc. Familiales	A1	20 Ans	Taux Fixe	-	4 497,17	-	4 497,17	4 497,17	-	-
52	AO.2002.019	70 513,35	EUR	Caisse d'Alloc. Familiales	A1	20 Ans	Taux Fixe	-	10 493,35	6 998,35	3 495,00	3 495,00	-	-
54	60192222505	4 000 000,00	EUR	Crédit Agricole	A1	15 Ans	Taux Fixe	4,65	361 315,85	-	371 877,28	361 315,85	10 561,43	-
56	60192420100	3 000 000,00	EUR	Crédit Agricole	A1	15 Ans	Taux Fixe	4,57	335 197,03	68 571,37	277 418,12	266 625,66	10 792,46	-
57	1129747	3 750 000,00	EUR	Banque des Territoires	A1	15 Ans	Euribor 3 mois	0,38	668 519,93	376 635,70	294 012,56	291 884,23	2 128,33	-
59	400341 72/02	4 000 000,00	EUR	Crédit Mutuel	A1	15 Ans	Taux Fixe	2,36	905 223,60	610 554,16	313 437,68	294 669,44	18 768,24	-
60	A7509113-001	1 500 000,00	EUR	Caisse d'Epargne	A1	15 Ans	Euribor 3 mois	0,85	400 000,00	300 000,00	102 962,15	100 000,00	2 962,15	-
61	400341 73 03	4 000 000,00	EUR	Crédit Mutuel	A1	15 Ans	Taux Fixe	3,10	1 472 002,18	1 179 791,03	334 468,12	292 211,15	42 256,97	-
63	MON276877EUR	4 000 000,00	EUR	Financière de la NEF	A1	15 Ans	Taux Fixe	4,56	1 925 280,32	1 639 079,90	373 993,20	286 200,42	87 792,78	-
64	1210944	5 000 000,00	EUR	Banque des Territoires	A1	15 Ans	Livret Epargne	1,35	1 833 333,46	1 500 000,14	388 479,15	333 333,32	55 145,83	-
65	MIN276526EUR	5 000 000,00	EUR	Dexia Crédit Local	A1	14 Ans	Euribor 3 mois	1,19	1 954 021,16	1 584 474,37	388 344,66	369 546,79	18 797,87	-
66	1226695	2 000 000,00	EUR	Banque des Territoires	A1	15 Ans	Livret Epargne	1,87	800 000,12	666 666,80	161 458,32	133 333,32	28 125,00	-
67	00000188438	1 000 000,00	EUR	Crédit Agricole	A1	15 Ans	Euribor 3 mois	2,45	433 333,22	366 666,54	76 692,84	66 666,68	10 026,16	-
68	1235869	4 000 000,00	EUR	Banque des Territoires	A1	15 Ans	Euribor 3 mois	2,40	1 733 333,22	1 466 666,54	302 591,05	266 666,68	35 924,37	-
70	A75130WH-001	3 500 000,00	EUR	Caisse d'Epargne	A1	20 Ans	Euribor 3 mois	1,88	2 187 500,00	2 012 500,00	214 883,75	175 000,00	39 883,75	-
72	A75131IT-001	4 600 000,00	EUR	Caisse d'Epargne	A1	15 Ans	Euribor 3 mois	1,40	2 453 333,24	2 146 666,56	339 213,61	306 666,68	32 546,93	-
74	MON502332EUR	5 000 000,00	EUR	Sté de Fin. Local	A1	15 Ans	Taux Fixe	1,70	2 750 000,09	2 416 666,77	377 958,32	333 333,32	44 625,00	-
75	MIN509479EUR/001	5 000 000,00	EUR	La Banque Postale	A1	15 Ans	Taux Fixe	1,86	3 083 333,41	2 750 000,09	388 358,32	333 333,32	55 025,00	-
76	MIN513911EUR	5 000 000,00	EUR	La Banque Postale	A1	20 Ans	Taux Fixe	2,10	3 812 500,00	3 562 500,00	328 093,76	250 000,00	78 093,76	-
79	MIN519822EUR	4 000 000,00	EUR	La Banque Postale	A1	20 Ans	Euribor 3 mois	0,70	3 250 000,00	3 050 000,00	226 525,29	200 000,00	26 525,29	-
Dettes patrimoniales bancaires		68 777 167,83							30 386 552,94	25 704 438,32	5 282 095,94	4 682 114,62	599 981,32	-
82	92-64491985CGP1	5 000 000,00	EUR	Arkéa Banque	A1	4 Ans	Euribor 3 mois	0,64	5 000 000,00	-	5 038 798,62	5 000 000,00	38 798,62	-
84	A75200EX	10 000 000,00	EUR	Caisse d'Epargne	A1	2 Ans	Taux Fixe	0,30	10 000 000,00	10 000 000,00	30 000,00	-	30 000,00	-
85	2020901510B00001	10 000 000,00	EUR	La Banque Postale	A1	3 Ans	Taux Fixe	0,20	10 000 000,00	10 000 000,00	19 944,44	-	19 944,44	-
86	00002683936	3 000 000,00	EUR	Crédit Agricole	A1	3 Ans	Taux Fixe	0,50	3 000 000,00	3 000 000,00	15 000,00	-	15 000,00	-
87	A752108H	3 000 000,00	EUR	Caisse d'Epargne	A1	3 Ans	Taux Fixe	0,50	3 000 000,00	3 000 000,00	15 000,00	-	15 000,00	-
88	2021900959J00001	4 000 000,00	EUR	La Banque Postale	A1	2 Ans	Taux Fixe	0,23	4 000 000,00	4 000 000,00	9 200,00	-	9 200,00	-
89	92-64491985	2 000 000,00	EUR	Arkéa Banque	A1	3 Ans	Euribor 3 mois	0,30	2 000 000,00	2 000 000,00	8 608,35	-	8 608,35	-
Dettes portage de cessions foncières		37 000 000,00							37 000 000,00	32 000 000,00	5 136 551,41	5 000 000,00	136 551,41	-
BEA CAM	BEA CAM	2 712 448,54	EUR	Crédit du Nord	A1	10 Ans	Taux Fixe	3,90	838 717,38	571 041,50	299 463,45	267 675,88	31 787,57	-
PPP Voirie	PPP Voirie	26 915 855,22	EUR	Dexia Crédit Local	A1	19 Ans	Taux Fixe	3,10	15 957 801,20	14 502 728,41	1 928 441,13	1 455 072,79	473 368,34	-
Dettes patrimoniales BEA & PPP		29 628 303,76							16 796 518,58	15 073 769,91	2 227 904,58	1 722 748,67	505 155,91	-
TOTAL BUDGET		135 405 471,59		BUDGET PRINCIPAL					84 183 071,52	72 778 208,23	12 646 551,93	11 404 863,29	1 241 688,64	-
TOTAL GENERAL		135 405 471,59							84 183 071,52	72 778 208,23	12 646 551,93	11 404 863,29	1 241 688,64	-